



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

# Revue de presse



Lundi 05 Décembre 2022



## Convertibilité du dinar: un «saut périlleux»

Les règles prudentielles observées par l'Algérie en matière de politique monétaire semblent aller dans le sens d'une appréciation bienvenue du dinar algérien. Si sur le marché parallèle, le dinar reste encore désavantagé par rapport aux principales devises comme l'euro ou le dollar, au cours officiel, l'écart se resserre lentement mais sûrement. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts au sujet de la convertibilité totale ou partielle du dinar algérien.



## Reconversion de la CNL en banque : Révolution dans le logement

Toute la problématique réside dans l'impératif de doter cette nouvelle institution de réels principes du fonctionnement bancaire. En gestation depuis plus d'une année, le projet de transformer la Caisse nationale du logement, (CNL) en banque dédiée au logement, semble arriver à la concrétisation de sa phase juridique.



## [Elle confirme sa baisse de 2 millions de barils par jour : L'Opep maintient la pression](#)

Les 13 pays membres de l'Opep et leurs 10 alliés dont la Russie ont reconduit, hier, la réduction de leur production décidée le 5 octobre. Fin du suspense. L'Opep+ a maintenu sa baisse de 2 millions de barils par jour. Plus qu'une simple décision économique, Cet acte a un prolongement politique majeur.



## [CONSEIL DE LA NATION : Le PLF-2023 présenté aujourd'hui](#)

Le Conseil de la nation tient, ce matin, une séance plénière consacrée à la présentation du projet de Loi de finances pour 2023. Le texte sera exposé par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali.



## [Vers la reconversion de la CNL en banque nationale : CNL Après la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire](#)

Une Assemblée générale extraordinaire s'est tenue, samedi, par la Caisse nationale du logement (CNL) afin d'introduire des amendements à ses statuts, consacrant sa reconversion en Banque Nationale de l'Habitat (BNH), a-t-on annoncé dans un communiqué du ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville.



## [Conseil de la Nation : Séance plénière lundi, consacrée à la présentation du PLF 2023.](#)

Le Conseil de la nation tiendra lundi, à partir de 09h, une séance plénière consacrée à la présentation par le ministre des Finances Brahim Djamel Kessali projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023).

de 579,04 mds DA soit +26.55% par rapport à 2022.



### Taux de change : Le dinar se stabilise face à l'euro

Ce dimanche 4 décembre, un euro est proposé à la vente, au marché parallèle de la devise, à 216 dinars. A l'achat, il est repris à 217,5 DA.



### Dr. Abdelrahmi Bessaha, économiste : «Restaurer la viabilité des finances publiques»

«Le cadre de politique économique pour 2023 manque de calibrage», souligne Dr. Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI. Avec des «finances publiques déjà affaiblies par des vulnérabilités structurelles, le budget 2023 préfigure une politique expansionniste (déficit du trésor de 21,6% du PIB) mais également un découplage par rapport aux types de politiques de change et monétaire que la situation macroéconomique actuelle exige».



### PLF 2023 : Le texte en débat ce lundi au Sénat

Le Conseil de la Nation reprendra, ce lundi, ses travaux en séance plénière consacrée à la présentation et au vote au projet de loi portant la loi de finances pour 2023, a indiqué un communiqué du Sénat.



### Retraite en Algérie : ce que disent les chiffres sur la hausse

Le gouvernement avait annoncé une hausse de la pension de retraite : voici ce que disent les chiffres sur cette nouvelle augmentation. Dzair Daily vous rapporte les détails sur ce sujet dans la suite cette édition du dimanche 4 décembre 2022.

## Start-up : Alger accueille le premier congrès africain

Alger abrite, à partir de ce lundi au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, à Alger, le premier congrès africain des start-up. Organisé par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et placé sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, cet événement inédit « vise à unifier les efforts du gouvernement pour renforcer le rôle des start-up en Afrique et consacrer leur contribution au développement économique », annoncent ses organisateurs dans un communiqué de presse.



## Bourse d'Alger: 13 000 Algériens ont des actions

13 000 Algériens ont des actions en bourse d'Alger, a révélé, samedi, le directeur de cette institution financière M. Yazid Benmouhoub. Ce nombre reste toutefois faible en raison du nombre très réduit d'entreprises cotées en Bourse d'Alger, a précisé ce responsable invité d'un plateau de la chaîne de télévision Ennahar.



## هذه قيمة التحويلات المالية للمهاجرين الجزائريين

بلغت التحويلات المالية للمهاجرين الجزائريين قرابة ملياري دولار خلال سنة 2022. حسبما أعلن عنه البنك الدولي. وكشف البنك الدولي في آخر تقرير له حول الهجرة والتنمية عن تدفقات تحويلات المهاجرين إلى بلدانهم الأصلية. وحسب التقرير فقد بلغت تحويلات المهاجرين الجزائريين خلال السنة الجارية 1829 مليون دولار (1.8 مليار دولار)، مقابل 1759 مليون دولار (1.7 مليار دولار) سنة 2021.



## على خلفية تعرض العديد منها لعمليات سرقة: الخزينة ترفض التأسس في قضايا تخريب المدارس

أعلنت وزارة التربية الوطنية بأن مصالح الوكالة القضائية للخزينة التابعة لوزارة المالية، ترفض التأسس كطرف مدني في القضايا التي تكون فيها المدارس الابتدائية ضحية وطرفا فيها، لعدة اعتبارات، أبرزها أن هذه المنشآت التربوية تدخل ضمن ممتلكات المجالس الشعبية البلدية، وهي المخولة بالدفاع عنها لدى الجهات القضائية، وذلك على خلفية تعرض العديد منها لعمليات سرقة في الآونة الأخيرة.



## تعليمية لتوجيه التقارير عبر البوابة الرقمية لبنك الجزائر: خطوة جديدة نحو رقمنة البنوك وتحضير التخلّص من

### الورق

تتجه البنوك إلى التخلّي عن الورق تدريجيا في مراسلاتها، من خلال إلزامية نشر التقارير والتصريحات الخاصة بالمؤسسات المالية، عبر البوابة الرقمية لبنك الجزائر، بدل التعاملات الورقية، التي تتم بصفة موازية للإجراءات الرقمية إلزاميا بداية من الفاتح ديسمبر الجاري.

CONSEIL DE LA NATION

## La présentation du PLF 2023 au menu

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le Conseil de la nation tiendra aujourd'hui lundi, à partir de 09h, une séance plénière consacrée à la présentation par le ministre des Finances Brahim Djamel Kessali projet de loi de finances pour 2023 (PLF 2023).

Lors de cette séance, présidée par Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de la ministre des relations avec le parlement, Basma Azouar, il sera également procédé à la présentation du rapport de la Commission des affaires économiques et financières, avant d'écouter les interventions des membres du Conseil de la nation concernant le texte de loi ainsi que son adoption.

Le ministre des Finances, avait pour rappel, présenté, le 28 novembre dernier, devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la Nation, les principaux axes du budget de la prochaine année dans le cadre du texte de loi de finances PLF-2023.

« Le budget d'équipement prévu par le PLF 2023 est de l'ordre de 4.019,28 milliards de dinars soit une augmentation de +2,7% contre 3.913,2 milliards de dinars prévu par le LFC 2022 », a indiqué M. Kessali lors d'une audition devant la Commission des affaires économiques et

financières du Conseil de la nation présidée par M. Nouredine Tadj, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Il est prévu de parachever les projets en cours de réalisation et notifier de la réévaluation de ceux pouvant être réceptionnés en 2023 ainsi que les projets ayant bénéficié d'« une levée de gel ».

Le ministre a rappelé le dégel de 217 projets d'investissement en 2022 d'une valeur de 112 milliards de dinars, ajoutant qu'il s'agit de projets porteurs de valeur ajoutée sur le double plan local et national. Et de poursuivre qu'il s'agirait d'inscrire uniquement les projets stratégiques et importants.

D'après la présentation du ministre, le budget de fonctionnement devrait passer de 7697 mds DA (LFC 2022) au 9767,55 mds DA en 2023 soit une hausse de 26,9%.

Cette évolution est due à la prise en charge des incidences financières occasionnée par la modification de la grille indiciaire des salaires d'une valeur de 579,04 mds DA soit +26,55% par rapport à 2022.

L'intervention économique de l'État devrait, à son tour, passer de 1370,03 mds DA (2022) à 1927,20 mds DA en 2023 soit une augmentation de + 40,67%, en

raison de la prise de mesures budgétaires relatives aux fonds spéciaux du Trésor et la hausse de affectations dédiées à l'assurance contre le chômage pour une durée d'une année (+376.34 mds DA).

Adopté le 22 novembre, par les membres de l'APN, le texte de loi de finances 2023, propose une série de mesures tant en matière d'appui à l'investissement que dans la sphère fiscale, dans le cadre d'une nouvelle approche budgétaire centrée sur les objectifs pour davantage d'efficacité et de transparence.

Pour ce qui est du cadrage macroéconomique, le budget 2023 est basé sur un prix de référence du baril de pétrole à 60 dollars et un prix du marché à 70 dollars.

Le texte prévoit un taux de croissance de 4,1%, une inflation de 5,1%, des exportations de 46,3 milliards (mds) de dollars, des importations de 36,9 mds USD et des réserves de change de 59,7 mds USD.

Les recettes prévisionnelles pour 2023 sont de 7901,9 mds DA (+4), alors que les dépenses sont de 13786,8 mds de DA, dont 9767 mds de DA de dépenses de fonctionnement, soit un déficit budgétaire de 4092,3 mds de DA (-15,9% du PIB).

C. A.

# Algérie-BRICS : les étapes à venir

**La demande d'adhésion de l'Algérie aux BRICS est appelée à suivre un processus particulier, relevant davantage de démarches où priment surtout les négociations.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Les premiers pas ont été effectués, on le sait, puisque le dossier Algérie a été déposé et qu'une annonce officielle a suivi le 7 novembre dernier, faite par Leila Zerrouki chargée, des grands partenariats internationaux au ministère algérien des Affaires étrangères. Le dossier devra suivre un processus bien défini. Il devra d'abord être examiné, puis donner lieu à des négociations avec les pays membres avant que la demande soit soumise à un vote. Dans tout le processus, l'étape des négocia-

temps. Les contacts préliminaires pour la mise en marche de ce processus ont déjà eu lieu. Avant de prendre une décision, les BRICS sont tenus de s'informer sur les capacités de l'Algérie à répondre à plusieurs exigences d'ordre économique.

Le sujet englobe une multitude de points qui intéressent les membres du groupe en question, et ces derniers portent principalement sur ce qui rapporte à la vie économique en Algérie, le code des investissements dont elle s'est par exemple dotée, la manière dont s'effectue le trans-

**Les premiers pas ont été effectués, on le sait, puisque le dossier Algérie a été déposé.**

tions est primordiale. Elles devront en premier lieu se mener sur un plan bilatéral avant de s'élargir à des multilatérales, ce qui devrait s'étendre dans le

fert des revenus, la balance import-export et, bien entendu, la nature et la qualité des produits.

Les contacts préliminaires ont déjà commencé entre l'Algérie et



les BRICS qui regroupent cinq pays, rappelons-le : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Des signaux positifs ont déjà été lancés par les deux moteurs de ce groupe. La Chine et la Russie, avec lesquels Alger entretient des rapports politiques et diplomatiques importants, se sont déjà exprimées sur la question saluant la demande d'adhésion de l'Algérie. Alger est également liée par un partenariat stratégique avec Pékin et devrait aller

prochainement vers la signature d'un partenariat similaire avec Moscou, et les deux États ont donc pratiquement donné leur

**Ce pays compte d'ailleurs parmi les plus grands et plus importants alliés de l'Algérie sur le plan continental.**

accord de principe sur le sujet. L'Algérie entretient aussi de très bons rapports avec l'Afrique du Sud. Ce pays compte d'ailleurs parmi les plus grands et plus importants alliés de l'Algérie

sur le plan continental, et il est donc très probable que la voix de Pretoria soit entendue à la prochaine occasion qui se prêtera. Restera alors le Brésil et l'Inde. À Brasilia, le nouveau président est, dit-on, davantage tourné vers l'Afrique que son prédécesseur, ce qui constitue un facteur intéressant et un point jouant en la faveur d'Alger dans le cas présent.

Dans le cas où le dossier est retenu, l'appellation des BRICS sera modifiée et se transformera en BRICSA, le «A» correspondant à l'Algérie. Tout est donc à présent une question de temps, celui que prendront les

démarches nécessaires pour qu'Alger puisse rejoindre ce nouveau moteur de croissance économique mondiale qui s'est mis en place il y a quelques années.

A. C.

## ELLE A DÉCIDÉ DE MAINTENIR SES QUOTAS DE PRODUCTION L'OPEP+ ne cède pas aux pressions occidentales

● Les quotas de production de l'OPEP+ ont été maintenus hier au cours d'une réunion de ses membres en vidéo-conférence. Il s'agit d'une réduction de deux millions de barils/jour jusqu'à fin 2023, objectif que les pays occidentaux, notamment Washington, ont tenté de contrecarrer.

La guerre s'enlise entre la Russie et l'Ukraine après des mois d'affrontements particulièrement meurtriers en vies humaines, en dégâts matériels et en souffrances des populations. Le conflit est marqué par un cycle d'offensives russes de grande ampleur que tente de contrecarrer l'armée ukrainienne. Celle-ci a repris plusieurs positions occupées par l'armée russe mais avec d'énormes pertes. Elles sont significatives des deux côtés et la population ukrainienne civile en souffre particulièrement. Dans la bataille militaire se sont impliqués à fond les pays occidentaux, à leur tête les USA livrant depuis le début de la guerre d'énormes quantités de matériel militaire et des aides financières considérables. Sur cette guerre est venue se greffer une seconde bataille, celle de l'énergie, marquée dès le départ par la fermeture des robinets de gaz par les autorités russes poussant les pays européens, les premiers touchés, à chercher d'autres sources d'approvisionnement. Ils n'arrêtent pas de subir la hausse généra-

lisée des prix du pétrole et surtout du gaz sur fond de pénurie mondiale. Leur inquiétude actuelle est l'approche d'un hiver qui s'annonce rude risquant de pousser à bout leurs populations et fragiliser davantage les entreprises économiques. Ce sont donc deux batailles qui ne s'arrêtent pas de s'entrechoquer, celle des armées sur le terrain et celle de l'énergie. Les Occidentaux ont cherché à impliquer tous les pays dans le monde et les pousser à de l'hostilité à l'égard de Moscou. Un grand nombre d'Etats a choisi la neutralité dans cette guerre qui n'est pas la leur et qui ne sert fondamentalement pas les intérêts de l'OTAN soucieuse de voir l'Ukraine y adhérer, ce que Moscou a toujours rejeté. Les Occidentaux ont également cherché à impliquer l'OPEP et les grands producteurs mondiaux d'hydrocarbures dans leur stratégie d'étouffement de la Russie. L'OPEP+ a refusé il y a un mois de jouer le jeu et n'a pas augmenté les seuils de production du pétrole à la grande colère des pays occidentaux. Ceux-ci attendaient qu'elle change de posi-

tion, à l'issue de la rencontre d'hier, en vain. L'alliance maintient ses quotas, décision qui intervient au lendemain de l'adoption d'un mécanisme par la commission européenne de plafonnement du prix du pétrole russe à 60 dollars le baril. L'Union européenne, le G7 et l'Australie devaient le mettre en place des hier, ou le feront les jours à venir. En même temps doit débiter l'embargo de l'UE sur le brut russe acheminé par voie maritime, qui va supprimer les deux tiers de ses achats à Moscou. Ces deux mesures visent à affaiblir financièrement la Russie et, selon les capitales occidentales, réduire ses moyens de poursuivre la guerre en Ukraine. Le Kremlin a prévenu qu'il ne livrerait plus de pétrole aux pays qui adopteraient ce mécanisme. Aussi, nombre de pays se retrouvent devant un dilemme : ne plus recourir au pétrole russe bon marché ou bien s'exposer aux sanctions du G7. Le cours du baril de brut de l'Oural évolue actuellement autour de 65 dollars, soit à peine plus que le plafond de 60 dollars, impliquant un effet limité à

court terme. Le marché des hydrocarbures est plombé donc par les incertitudes, ce qui incite davantage l'OPEP+ à la prudence, rester loin du conflit et ne pas sortir de la ligne de novembre dernier, c'est-à-dire une baisse de 2 millions de barils par jour. Mais des experts n'excluent pas pour l'avenir des coupes plus accentuées pour soutenir les cours, affectés par le flottement économique mondial. S'ils se sont légèrement redressés ces derniers jours, aidés par les quelques mesures de relâchement de la politique sanitaire chinoise du zéro Covid, les deux références mondiales du brut restent proches de leur plus bas niveau de l'année, loin de leurs sommets de mars. L'OPEP+ a tout intérêt à rester sur une ligne dure qui correspond à ses intérêts quitte à accentuer la colère de Washington, dont les efforts diplomatiques, ces dernières semaines auprès de l'Arabie Saoudite pour faire baisser les prix ont échoué. La monarchie a montré la chemin à l'OPEP+ comme elle a prouvé que le temps des diktats de Washington est fini. **A. B.**

## مشروع قانون المالية 2023 أمام مجلس الأمة

يستأنف مجلس الأمة، اليوم، أشغاله في جلسات علنية، حيث ستخصص جلسة اليوم لعرض ومناقشة مشروع القانون المتضمن قانون المالية لسنة 2023 وفقا للجدول الآتي: تقديم مشروع القانون من قبل السيد وزير المالية، تقديم تقرير لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية، والاستماع الى تدخلات السيدات والسادة أعضاء مجلس الأمة. وكان نواب الغرفة السفلة للبرلمان قد صادقوا الأسبوع المنصرم على مشروع قانون المالية لسنة 2023 بالأغلبية.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger